

**Union européenne - Europe de la
défense - Communiqué de presse de
Mme Florence Parly, ministre des
armées**

(Paris, 26 septembre 2018)

Il y a un an, le président de la République prononçait un discours fondateur à la Sorbonne sur nos ambitions européennes. Les questions de défense et de sécurité y étaient centrales.

Alors que les menaces, terroristes en particulier, restent toujours aussi fortes et que des incertitudes peuvent peser sur certains de nos partenaires, il est nécessaire que l'Europe s'impose pour protéger ses citoyens. L'Europe de la défense doit prendre forme, c'est un impératif rappelé par le président de la République Emmanuel Macron il y a un an dans son discours à la Sorbonne. C'est un engagement que nous poursuivons au ministère des armées.

En un an, beaucoup a été accompli. L'initiative européenne d'intervention, voulue par le président de la République a été créée. Elle regroupe la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, le Portugal, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Estonie : 9 États européens capables militairement et volontaires politiquement. Cette initiative permettra d'établir une culture stratégique européenne, et nous permettre d'intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle, d'évacuation de ressortissants voire d'opération de haute intensité. Sa première réunion ministérielle se tiendra en novembre en France.

Dans le cadre des institutions de l'Union européenne, aussi, l'Europe avance. La France a été active et impliquée pour l'émergence de projets européens concrets :

- la coopération structurée permanente (CSP) lance des coopérations autour de capacités militaires extrêmement tangibles comme la conception de nouveaux équipements radio ou d'un nouveau standard d'hélicoptère ;
- le Fonds européen de défense a été créé. Doté de 13 milliards d'euros pour la période 2021-2027, il marque un tournant historique puisque pour la première fois, l'Union européenne accepte d'investir directement pour la défense. Il permettra de financer des projets d'équipements militaires et de recherche de défense ;
- la mobilité militaire, enfin, fait l'objet d'un investissement important avec 6,5 milliards d'euros pour que les unités et équipements militaires puissent se déplacer plus facilement au sein de l'UE (mise en cohérence des infrastructures routières et ferroviaires, des dispositifs juridiques).

Enfin, l'Europe de la défense ne pourra pas se construire sans coopérations industrielles de défense particulièrement solides. La France a encore été à l'avant-poste de quelques grandes avancées en la matière :

- avec l'Allemagne pour le système de combat aérien du futur, le char de combat et l'artillerie du futur ;
- avec l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne pour l'Eurodrone (ou "drone MALE européen") ;
- avec la Belgique alors qu'une lettre d'intention a été signée entre les deux pays pour un partenariat sur la "Capacité motorisée terrestre interarmes", à savoir des véhicules blindés français "Scorpion" pour l'armée belge.

En un an, sous l'impulsion du président de la République et par l'engagement et le travail du ministère des armées, l'Europe de la défense a avancé de manière majeure. L'Europe qui protège, au service des Européens, prend corps./.

(Source : site Internet du ministère des armées)